

Objet du marché :

**Prestations de service d'assistant social du travail  
pour les salariés de la caf du Val-de-Marne**

*Marché n°25-05*

Pouvoir adjudicateur :

Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne

Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public, sis 2 voie Felix Eboué,  
94000, Créteil.

## **TABLE DES MATIERES :**

Article 1 – Parties contractantes .....	4
Article 2 - objet du marché : .....	4
Article 3 – Réglementation- Procédure applicable : .....	5
3.1 Réglementation du marché.....	5
3.2 Procédure applicable .....	5
3.3 Forme du marché.....	5
Article 4 – Pièces constitutives : .....	5
4.1 Pièces particulières.....	6
4.2 Pièces Générales.....	6
Article 5 – Durée du marché:.....	6
Article 6 – Conditions de commandes:.....	7
Article 7 : Modalités d’exécution : .....	7
Article 8 – Contenu des prestations attendues : .....	8
8.1 Définition de la prestation attendue .....	8
8.2 Domaines d'intervention.....	8
8.3 : Personnel concerné : .....	9
8.4 Continuité de service : .....	9
8.5 Suivi et évaluation de la prestation : .....	10
8.6 Langues : .....	10
Article 9 – Vérification de l’exécution de la prestation .....	10
9.1 Vérifications : .....	10
9.2 Décision après vérification : .....	11
Article 10 – Protection des données .....	11
10.1 Obligations de l’organisme contractant (ou responsable du traitement) : .....	11
10.2 Obligations du titulaire .....	11
10.3 Obligations en cas de sous-traitance .....	12
10.4 Transfert de données personnelles vers des pays tiers.....	12
10.5 Droits des personnes concernées .....	13
10.6 Information des personnes concernées .....	13
10.7 Exercice des droits des personnes .....	13
10.8 Assistance apportée au responsable de traitement .....	13
10.9 Analyses d’impact relatives à la protection des données .....	13
10.10 Traitement des incidents de sécurité.....	13
10.11 Sécurité des données .....	15
10.12 Engagements de sécurité .....	15

10.13 Mesures de sécurité spécifiques.....	16
10.14 Tests de sécurité.....	16
10.15 Vérification du respect des obligations du sous-traitant .....	17
10.16 Durée de la prestation et devenir des données à caractère personnel.....	17
10.17 Responsabilités.....	17
10.18 Points de contact .....	18
<b>Article 11 – Pénalités .....</b>	<b>18</b>
11.1 Pour inexécution des prestations.....	18
11.2 Pour retard dans les jours et les délais d'exécution des prestations .....	18
11.3 Pour non transmission du rapport annuel .....	19
<b>Article 12 – Obligations des parties :.....</b>	<b>19</b>
12.1 Obligations du titulaire .....	19
12.2 Obligations du pouvoir adjudicateur .....	21
<b>Article 13 – Conditions financières.....</b>	<b>21</b>
13.1 Contenu des prix .....	21
13.2 Révision des prix.....	22
<b>Article 14 – Modalités de règlement.....</b>	<b>22</b>
14.1 Facturation.....	22
14.2 Conditions de paiement .....	23
14.3 Modalités de paiement.....	23
14.4 Modalités de paiement en cas de sous-traitance .....	23
<b>Article 15 – Taxes.....</b>	<b>24</b>
<b>Article 16 – Résiliation - Sanction .....</b>	<b>24</b>
<b>Article 17 – Avance .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 18 – Sous-traitance .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 19 – Responsabilité – Assurance.....</b>	<b>26</b>
<b>Article 20 – Dispositions relatives aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail .....</b>	<b>27</b>
<b>Article 21 – Changement de situation du titulaire .....</b>	<b>28</b>
<b>Article 22– Réalisation de prestations similaires.....</b>	<b>28</b>
<b>Article 23 – Cession ou nantissement .....</b>	<b>28</b>
<b>Article 24– Litiges .....</b>	<b>28</b>
23.1 Résolution amiable des litiges .....	28
24.2 Voies de recours et tribunal compétent.....	29
<b>Article 25 – Dérogations au ccag-fcs .....</b>	<b>29</b>

## Article 1 – Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- d'une part, la caf du Val-de-Marne (c.a.f. 94), organisme contractant, dont le siège social est situé 2 voie Felix éboue - quartier de l'échat – 94 000 Créteil, désignée ci-après par l'expression «l'organisme contractant», ou «pouvoir adjudicateur» représentée à la signature des présentes et pour tout avenant éventuel, par son directeur ou son délégué.

Tous les règlements des sommes dues au titre du présent marché sont assurés par le directeur comptable et financier de l'organisme contractant, même adresse, auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle.

Pour l'exécution, le suivi et la vérification de la bonne exécution des prestations, la c.a.f. du val de marne sera représentée Pour l'exécution et le suivi des prestations, par la Direction des ressources humaines et des relations sociales.

- d'autre part : l'entreprise, titulaire du marché, désignée dans le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (c.c.a.t.p.) par l'expression « le titulaire ».

## Article 2 - objet du marché :

Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (c.c.a.t.p. n° 25-05) fixe les conditions du marché que l'organisme contractant entend passer pour la

réalisation d'une prestation de services d'assistant social du travail auprès du personnel de la caf du Val-de-Marne.

Le marché public implique en permanence une obligation de résultat pour les prestations qui seront demandées.

En cas de contradiction, les prescriptions du cahier des clauses administratives et techniques particulières (c.c.a.t.p.) prévalent sur tout autre document cité ultérieurement.

## **Article 3 – Réglementation- Procédure applicable :**

### **3.1 Réglementation du marché**

Le présent marché est un marché de prestations de services conformément à l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Il est passé par l'organisme contractant, dans le cadre de la réglementation applicable par les organismes de sécurité sociale du régime général, selon l'article L. 124-4 du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 pris pour son application ainsi que des dispositions du code de la commande publique, et par référence au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (ccag-fcs) (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, journal officiel de la république française n°00078 du 1<sup>er</sup> avril 2021).

Le titulaire du marché est soumis, en permanence, à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble des prestations.

### **3.2 Procédure applicable**

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du code de la commande publique. Ainsi, l'avis d'appel d'offre est publié dans un journal d'annonces légales ou au boamp.

### **3.3 Forme du marché**

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire conclu à prix forfaitaires pour la tenue des permanences hebdomadaires et unitaires pour les interventions à la demande, prenant la forme de bons de commande.

## **Article 4 – Pièces constitutives :**

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles énumérées infra et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération

Les originaux de l'ensemble des documents qui font seules foi sont conservés par l'organisme.

Par dérogation à l'article 4.1 du c.c.a.g.-f.c.s., les pièces constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

#### **4.1 Pièces particulières**

- L'acte d'engagement du titulaire du marché (référéncé n° 25-05), avec, éventuellement, les engagements complémentaires souscrits au cours ou au terme de la période de mise au point,
- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières (ccatp., référéncé n° 25-05) et ses deux annexes dont seul l'exemplaire conservé par l'organisme contractant fera foi,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification,

#### **4.2 Pièces Générales**

- Le Code de la commande publique en vigueur,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés passés par les organismes de sécurité sociale,
- Le Cahier des Clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (c.c.a.g.-f.c.s.) (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, journal officiel de la république française n°00078 du 1<sup>er</sup> avril 2021).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus. Les dispositions des pièces susmentionnées, prévalent également sur toutes celles qui figureraient sur d'éventuels documents de réponse, d'éventuels échanges et autres pièces émises par le titulaire. Il est à ce titre spécifié que toutes les clauses formulées dans de quelconques conditions générales de vente du titulaire, qui s'avéreraient contraires aux dispositions du marché, ne pourraient être opposables à l'organisme.

D'une manière générale, le titulaire ne pourrait se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énoncés ci-dessus mais également des lois, règlements, arrêtés, circulaires, textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et toute réglementation affectant ses prestations et son activité dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées connues. Les documents généraux s'entendent selon leur dernière édition en vigueur.

### **Article 5 – Durée du marché:**

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification pour une durée 12 mois renouvelable tacitement 2 fois. La durée maximale de l'accord cadre est fixée à 36 mois.

De même, durant cette période, l'organisme contractant se réserve le droit de résilier le marché à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de deux (2) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 15 du cahier des clauses administratives et techniques particulières (c.c.a.t.p. référencé n°25-05).

## **Article 6 – Conditions de commandes:**

Les prestations ponctuelles à la demande s'exécuteront dans le cadre du marché, par émission de bons de commande selon les besoins à satisfaire de l'organisme contractant et seront délivrés exclusivement par un représentant de la direction des ressources humaines et des relations sociales (drhrs) ou la responsable du service des ressources humaines, formation et perfectionnement (srhfp).

Les bons de commande seront notifiés au choix de l'organisme contractant au titulaire avant le début d'exécution par tout moyen (lettre recommandée, messagerie électronique, lettre simple, ou simple appel téléphonique, cette dernière modalité étant confirmée par écrit dans les vingt-quatre heures).

Le titulaire devra, dans tous les cas, accuser réception en retour de la commande, le cas échéant par mail aux interlocuteurs qui seront désignés par la caf du Val-de-Marne.

Chaque bon de commande indiquera les éléments suivants : la référence du marché, la nature et la durée de la prestation à réaliser ainsi que le site concerné, le jour et la date de la permanence ou de la vacation, le prix unitaire en h.t. et t.t.c. de la prestation en vigueur au jour de la commande.

Aucune prestation ne sera rémunérée :

- si elle n'a pas fait l'objet d'une commande,
- si cette commande n'émane pas directement de l'organisme contractant.

## **Article 7 : Modalités d'exécution :**

Pour des raisons d'organisation, la caf du Val-de-Marne souhaite que ce service soit réalisé de la manière suivante :

- **A Créteil, sur trois vacations par mois pour accueillir et recevoir les salariés lors des permanences avec ou sans rendez-vous,**
- **A Champigny-sur-Marne, sur une vacation par mois pour accueillir et recevoir les salariés lors des permanences avec ou sans rendez-vous.**

**Les permanences se tiendront de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 et sont susceptibles d'évolution en fonction de l'organisation de la caf du Val-de-Marne.**

**Par ailleurs, ces horaires pourront faire l'objet de modifications en fonction du planning des rendez-vous fixé par l'assistant social et qui ne devront pas excéder sept (7) heures par jour.**

- **A Orly, proposition de rendez-vous sur Créteil ou échanges téléphoniques.**

Cette répartition pourra faire l'objet d'une adaptation en cours de marché en fonction des besoins.

De même, il est important de préciser que si la prestation devait avoir lieu pendant un jour férié alors ce jour sera reportée sur une autre journée de la semaine d'un commun accord des parties et ne fera pas l'objet d'une facturation supplémentaire.

En dehors des permanences, une veille téléphonique est organisée et un contact mail est à la disposition des salariés de la caf.

Pour les accès aux sites, les modalités pratiques seront précisées lors de la réunion de démarrage qui sera organisée après la notification au titulaire.

## **Article 8 – Contenu des prestations attendues :**

### **8.1 Définition de la prestation attendue**

Le titulaire s'engage à assurer à l'organisme contractant un service de prestations d'assistant social du travail en vue d'améliorer les conditions de vie privée et professionnelle des salariés, notamment à les aider à faire face à des situations difficiles.

### **8.2 Domaines d'intervention**

L'accompagnement social des salariés de la caf du Val-de-Marne se trouvant dans une situation difficile sont les suivants :

#### **8.2.1. Santé – maladie - invalidité - handicap**

Santé : échanges sur les difficultés rencontrées, les incidences sur le travail, les besoins éventuels – orientation vers structures extérieures – vers médecin de santé au travail – règlement de litiges sur le plan administratif – démarches par rapport au rétablissement de droits.

Maladie - invalidité - handicap entraînant une problématique de maintien dans l'emploi : écoute et évaluation des besoins, aménagement de poste, travail de collaboration avec le médical et des services spécialisés, suivi et mise en place de procédures - établissement de dossiers administratifs et liaisons avec les services concernés.

#### **8.2.2. Budget : gestion – endettement – surendettement**

Budget : conseils sur budget – établissement et présentation de demandes d'aides financières aux commissions d'entraide, comité d'entreprise ou commissions extérieures : mutuelle, capssa, caisses de retraite...) – aide à la constitution de dossier de surendettement et accompagnement.

#### **8.2.3. Logement : accès au logement - maintien dans le logement - difficultés liés au logement**



Logement : intervention pour situations préoccupantes et aide à la constitution de dossiers FSL et impayés de loyer.

#### **8.2.4. Famille : changement de situation familiale – modes de garde des enfants - santé des proches notamment celle des enfants et de parents âgés**

Famille : conseils et échanges par rapport à conflits et liens familiaux (enfants - parents âgés) orientation vers services compétents - modes de garde pour les jeunes enfants : information sur les démarches - communication de l'offre de service de la caf du Val-de-Marne (places en crèche etc...) courriers d'appui auprès de crèches.

Ces actions sont menées en partenariat avec :

- en interne, les collègues du service ressources humaines, le service de santé au travail et les autres services en fonction de la thématique,
- en externe, action logement les organismes de sécurité sociale les caisses de retraite – sameth – mdph ...

#### **8.2.5. Appui technique de la caf du Val-de-Marne dans le cas de décès de salarié.**

Toutefois, la liste figurant ci-dessus n'est pas limitative et n'engage en rien la responsabilité contractuelle du pouvoir adjudicateur.

L'assistant social du personnel intervient sur une demande libre et volontaire du salarié et doit par conséquent s'adapter aux disponibilités du personnel.

Par ailleurs, l'assistant social peut rencontrer un salarié sur orientation de la direction, du service des ressources humaines, du médecin de santé au travail, de l'encadrement, des instances représentatives du personnel...

### **8.3 : Personnel concerné :**

Il s'agit des salariés de la caf du Val-de-Marne.

### **8.4 Continuité de service :**

En l'absence ponctuelle de l'intervenant habituel, la caf du Val-de-Marne doit pouvoir disposer d'une continuité du service. En cas d'absence durable de l'intervenant(e), un remplacement doit être proposé.

### **8.5 Continuité de l'accompagnement par l'assistant(e) social(e)**

Dans la mesure du possible, l'acheteur souhaite bénéficier de l'intervention d'un(e) même assistant(e) social(e) pendant toute la durée du contrat. Cette continuité est essentielle pour :

- Assurer un suivi régulier et une meilleure compréhension des situations individuelles ;
- Instaurer un climat de confiance, facilitant la relation d'aide et la communication avec les bénéficiaires.

Tout remplacement ou changement de l'assistant(e) social(e) durant la période contractuelle devra faire l'objet d'une demande écrite et d'un accord préalable de

l'acheteur. L'éventuel nouvel intervenant devra impérativement être présenté à caf du Val-de-Marne, et disposer des compétences équivalentes ou supérieures à celles de l'assistant(e) social(e) initialement prévu(e).

## **8.6 Suivi et évaluation de la prestation :**

Le prestataire aura en charge de réaliser le suivi et le bilan quantitatif et qualitatif des salariés reçus afin de mesurer le volume et la nature des besoins auxquels il répond ou ne peut répondre.

Un premier bilan d'étape sera établi par le prestataire à l'Organisme contractant après un semestre de fonctionnement. Par ailleurs, un bilan de clôture de l'exercice sera produit à la fin du marché à l'Organisme.

Ces bilans quantitatifs et qualitatifs devront indiquer toute autre information nécessaire à l'amélioration du service rendu aux salariés.

## **8.7 Langues :**

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'exécution du présent marché se déroulent en français.

## **Article 9 – Vérification de l'exécution de la prestation**

### **9.1 Vérifications :**

Le pouvoir adjudicateur vérifie que les prestations exécutées sont conformes aux prescriptions prévues au présent cahier des clauses administratives et techniques particulières et à l'offre du titulaire.

Les vérifications sont effectuées dans les conditions suivantes :

Le titulaire s'engage et garantit sur une présence physique de ses intervenants sur 47 semaines au cours de l'année.

Les intervenants devront envoyer, pour chaque intervention, le jour même un mail depuis leur messagerie caf avec leur nom, la date ainsi que le nombre d'heures effectuées.

Ce document envoyé simultanément aux adresses suivantes servira de base à la vérification et au paiement des factures du titulaire par les services de la caf du Val-de-Marne.

Les personnes destinataires sont les suivantes :

- [emmanuel.lejas@caf94.caf.fr](mailto:emmanuel.lejas@caf94.caf.fr)
- [astrid.moore@caf94.caf.fr](mailto:astrid.moore@caf94.caf.fr)
- [Sonia.retailleau@caf94.caf.fr](mailto:Sonia.retailleau@caf94.caf.fr)

De façon générale, la vérification du pouvoir adjudicateur s'apprécie au regard de la continuité des prestations et du respect des obligations du titulaire.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut prononcer un ajournement, une réfaction, ou le rejet des prestations en notifiant sa décision par un courrier motivé envoyé en recommandé avec accusé de réception.

## **9.2 Décision après vérification :**

A l'issue des opérations de vérification prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du ccag-fcs.

## **Article 10 – Protection des données**

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les services/prestations suivant(e)s : prestations de service d'assistant social du travail pour les salariés de la caf du Val-de-Marne.

Dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, le sous-traitant peut être amené à traiter des données personnelles figurant au sein de traitements mis en œuvre par le responsable de traitement ou peut être amené à y accéder.

Pour l'exécution de sa mission, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution de ces prestations.

### **10.1 Obligations de l'organisme contractant (ou responsable du traitement) :**

Le responsable du traitement s'engage à :

- a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de responsable de traitement, en vertu des dispositions du rgpd et de la loi Informatique et Libertés ;
- b) Fournir au sous-traitant la description du ou des prestations confiées dans le cadre de la présente prestation/marché et documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données ;
- c) Mettre à disposition du sous-traitant toutes les données nécessaires à l'exécution de sa mission ; d) Le cas échéant, effectuer une analyse d'impact relative à la protection des données, avec le concours du sous-traitant ;
- e) Veiller, au préalable et pendant toute la durée du de la prestation/marché, au respect des obligations prévues par le rgpd de la part du sous-traitant ;
- f) Superviser le traitement, y compris par la réalisation d'audits et d'inspections auprès du sous-traitant ;
- g) Notifier, le cas échéant, les violations de données à caractère personnel à la commission nationale de l'informatique et des libertés et communiquer, si nécessaire, aux personnes concernées, avec l'assistance du sous-traitant, dans les conditions décrites à l'article 4.3 du présent document.

### **10.2 Obligations du titulaire**

Le sous-traitant (ou titulaire du marché) s'engage à :

- a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de sous-traitant, en vertu des dispositions du rgpd et de la loi Informatique et Libertés, dont la tenue d'un registre sous-traitant au titre de l'article 30 du rgpd.
- b) Traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les seules finalités faisant l'objet de la sous-traitance et en aucun pour ses propres besoins ou pour les besoins d'un tiers.
- c) Traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du responsable du traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du rgpd, de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des Etats membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement.
- d) Assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente prestation/ du présent marché, dans les conditions décrites à l'article 5 du présent document.
- e) Respecter son obligation de conseil et signaler au responsable de traitement les mesures de sécurité additionnelles qu'il conviendrait de prendre.
- f) Ne pas chercher à lever le pseudonymat de données pseudonymes qui lui auraient été confiées par le responsable de traitement. Informer sans délai le responsable de traitement en cas de réidentification à partir de données insuffisamment anonymisées par le responsable de traitement.
- g) Informer le responsable de traitement de toute réquisition ou demande de communication des données personnelles confiées, par un tiers autorisé, sauf si un texte légal l'interdit.
- h) Mettre à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du rgpd et dans la présente annexe ;
- i) Fournir au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou de toute autre personne faisant office de délégué à la protection des données pour son compte.

### **10.3 Obligations en cas de sous-traitance**

De manière générale, tout sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations de la présente annexe et notamment les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant de s'assurer que le sous-traitant ultérieur qu'il choisit présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du rgpd.

Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas les obligations en matière de protection des données, le sous-traitant demeure pleinement responsable de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

### **10.4 Transfert de données personnelles vers des pays tiers**

Le sous-traitant s'engage à ne rendre accessible ou à ne transférer aucune donnée du responsable de traitement, même à des fins d'acheminement, à toute entité ou tout sous-traitant établi(e) dans un pays situé en dehors de l'Union européenne ou assurant un

niveau de protection adéquat, sauf avec le consentement préalable et écrit du responsable de traitement.

Le sous-traitant fournira au responsable de traitement l'outil de transfert utilisé pour permettre le flux transfrontières (bcr approuvées, clauses contractuelles types, etc.).

### **10.5 Droits des personnes concernées**

Dans la mesure du possible, le titulaire aide le responsable de traitement, sans frais, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à donner suite aux demandes des personnes concernées en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du rgpd. À ce titre, il répond dans les meilleurs délais à toute sollicitation du responsable de traitement.

### **10.6 Information des personnes concernées**

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

### **10.7 Exercice des droits des personnes**

Lorsque les personnes concernées exercent à tort auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit immédiatement adresser au responsable de traitement et de façon sécurisée ces demandes dès réception, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement afin que ce dernier puisse traiter la demande dans les temps impartis.

### **10.8 Assistance apportée au responsable de traitement**

Le titulaire aide le responsable de traitement à démontrer que celui-ci respecte ses obligations légales et réglementaires relatives à la protection des données.

### **10.9 Analyses d'impact relatives à la protection des données**

Le titulaire assiste notamment le responsable de traitement pour la réalisation des analyses d'impact relatives à la protection des données prévues à l'article 35 du rgpd et, si besoin, de la consultation préalable de l'autorité de contrôle prévues à l'article 36 du rgpd.

### **10.10 Traitement des incidents de sécurité**

Le titulaire aide également le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du rgpd.

À ce titre, il met en place, et il obtient de chacun de ses propres sous-traitants qu'ils mettent en place, pendant toute la durée du marché, un processus de gestion des incidents de sécurité.

Le titulaire notifie au responsable de traitement tout incident de sécurité impactant les données qu'il traite dans le cadre de la prestation qui lui a été confiée. Cette notification intervient dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 48 heures ouvrables après en avoir eu connaissance, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement.

Cette notification est accompagnée de toute information utile pour permettre au responsable de traitement de qualifier l'incident de violation de données au sens de l'article 4.12 du rgpd et, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente au titre de l'article 33 du rgpd, voire de la communiquer aux personnes concernées au titre de l'article 34 du rgpd.

Cette notification contient au moins les informations suivantes :

- La description de l'incident de sécurité : nature, portée, catégories et nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernées, catégories et nombre approximatif de personnes concernées, temporalité, conséquences.
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel les informations supplémentaires peuvent être obtenues.
- La description des mesures prises, engagées, envisagées ou proposées pour remédier à l'incident de sécurité, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuels effets négatifs pour les personnes concernées.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, le sous-traitant peut les communiquer de manière échelonnée, sans délai injustifié. Il en informe le responsable de traitement en lui indiquant des raisons pour lesquelles la totalité des informations ne peuvent être communiquées dans ce délai.

Le sous-traitant s'engage à coopérer pleinement, à ses frais, avec le responsable de traitement afin de l'aider dans la gestion de cette situation et notamment en :

- L'aidant à la conduite des investigations sur l'incident de sécurité.
- Fournissant au responsable de traitement ou au tiers indépendant qu'il a désigné, un accès physique aux installations et opérations concernées .
- Organisant des entretiens entre le personnel du responsable de traitement et son propre personnel.
- Fournissant tous les registres, journaux, dossiers, communications de données et autres documents pertinents nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux codes de conduite auxquels il aurait adhéré.

Le titulaire s'engage à ne pas informer les tiers, y compris les personnes concernées mais à l'exception des autorités de contrôle, de tout incident de sécurité ou de toute violation de données traitées dans le cadre de la présente prestation/présent marché, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du responsable de traitement.

Le titulaire reconnaît que le responsable de traitement est seul habilité à :

- déterminer si l'incident de sécurité constitue ou non une violation de données à caractère personnel ;
- décider cette violation doit ou non être notifiée à l'autorité de contrôle, voire communiquée aux personnes concernées ;
- formaliser le contenu de ladite notification ;
- réaliser la notification proprement dite à la cnil.

Lorsque le responsable de traitement est dans l'obligation de communiquer la violation de données à caractère personnel aux personnes concernées, le sous-traitant prend en charge les frais liés à cette communication si la violation est survenue à cause d'un manquement du sous-traitant aux obligations prévues par la présente et au rgpd.

A la suite à une éventuelle violation de données, le sous-traitant assiste le responsable de traitement pour répondre à toute enquête ou demande émanant d'une autorité de contrôle, voire à toute plainte formulée par une personne concernée ou par un regroupement de celles-ci.

En cas de manquement du sous-traitant au titre de ses obligations décrites dans la présente annexe, celui-ci restaure, à ses frais, les données traitées dans le cadre du présent marché en cas de perte de données.

Le sous-traitant tient et met à disposition du responsable de traitement un registre des incidents de sécurité qui ont impacté les données confiées et y documente, au minimum, toute information pertinente concernant les circonstances de ces incidents de sécurité, ses effets et les mesures prises à ses frais pour y remédier et éviter qu'ils ne se reproduisent.

### **10.11 Sécurité des données**

Le titulaire reconnaît que la sécurité est un critère fondamental pour la protection des données à caractère personnel et s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au niveau de risque déterminé par le responsable de traitement.

Celles-ci tiennent compte de l'état de l'art, de la doctrine de la cnil et de l'anssi et sont conformes aux standards de sécurité en vigueur. Elles ne doivent en aucun cas être moins rigoureuses que celles mises en place par le sous-traitant pour le traitement de ses propres données.

Le sous-traitant s'engage à communiquer au responsable de traitement, sur simple demande, tout document décrivant sa politique de sécurité des informations, les mesures de sécurité mises en œuvre, les certifications obtenues et les résultats synthétiques des audits de sécurité qu'il fait réaliser. Ces documents sont considérés comme confidentiels.

### **10.12 Engagements de sécurité**

Le titulaire s'engage expressément à :

- a) Prendre en compte les principes de protection des données par défaut et dès la conception de ses outils, produits, applications ou services (Security by Default & by Design).
- b) Assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité d'accès et d'usage des données qu'il traite pour le compte du responsable de traitement.
- c) Tenir à jour une documentation écrite décrivant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre à cet effet.
- d) Traiter avec diligence toute demande du responsable de traitement relative à la sécurité des données traitées dans le cadre de la prestation/du marché.
- e) Rétablir dans les meilleurs délais la disponibilité et l'accessibilité des données du responsable de traitement en cas d'incident de sécurité.
- f) Assurer le stockage des données du responsable de traitement séparément de ses propres données ou des données d'autres clients.



g) Restreindre l'accès aux données faisant l'objet du traitement au seul personnel habilité et autorisé à cet effet, du fait de son travail et de ses fonctions, en limitant l'accès aux données strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.

h) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :

- s'engagent à respecter la confidentialité et soient soumises aux dispositions du cahier des clauses administratives concernant la confidentialité et le secret professionnel ;

- reçoivent une formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

i) Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés par le responsable de traitement, sauf si ladite copie est indispensable à la réalisation de la prestation.

j) Ne pas utiliser, ni communiquer les documents et informations traités à des finalités autres que celles définies par la présente prestation/ le présent marché.

k) Prendre toutes les mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de la prestation/du marché.

Le cas échéant, le sous-traitant s'engage par ailleurs à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par le code de conduite auquel il a adhéré ou la certification dont il se targue.

Toute modification importante des mesures de sécurité mises en place par le sous-traitant doit être documentée et présentée au responsable de traitement pour évaluation. Elles ne peuvent en aucun cas réduire le niveau de sécurité des données pendant la durée du marché.

### **10.13 Mesures de sécurité spécifiques**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité spécifiques suivantes (à adapter en fonction du risque) :

- le chiffrement des sauvegardes des données à caractère personnel ;

- le chiffrement des données à caractère personnel en transit ;

- le chiffrement des données à caractère personnel au sein des bases de données ;

- la pseudonymisation des données à caractère personnel ;

- un dispositif de détection des violations de données à caractère personnel ;

- la mise à disposition des traces de connexion aux données traitées pour le compte du responsable de traitement au cours des six derniers mois ;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- etc.

### **10.14 Tests de sécurité**

En cas de service exposé sur Internet, le sous-traitant autorise également le responsable de traitement à effectuer ou à faire effectuer des tests de sécurité pour vérifier que les systèmes du sous-traitant ne sont pas vulnérables (par exemple du fait d'un défaut de



configuration ou d'un défaut de mise à jour) et détecter tout changement susceptible d'exposer les données à des risques d'intrusion.

Par ailleurs, la caf du Val-de-Marne peut procéder à toute investigation sur Internet permettant de détecter des violations de données à caractère personnel avérées.

### **10.15 Vérification du respect des obligations du sous-traitant**

La caf du Val-de-Marne se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer en son nom et pour son compte, toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations mentionnées dans la présente annexe, notamment par la réalisation d'audits, y compris des inspections et des tests de sécurité.

Le titulaire coopèrera pleinement à ces audits et s'engage notamment à autoriser le responsable de traitement ou les tiers qu'il a mandatés, à accéder, sans limitation, à l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission, aux environnements physiques et techniques, aux registres et systèmes d'informations, au personnel, ou encore aux sites ou locaux à partir desquels le sous-traitant délivre les prestations visées dans la présente annexe.

Sans préjudice de cette faculté du responsable de traitement, le sous-traitant lui exposera au moins une fois par an les résultats synthétiques des contrôles qu'il met régulièrement en œuvre afin de vérifier le caractère conforme et suffisant des mesures techniques et organisationnelles de sécurité prises.

La caf du Val-de-Marne pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du sous-traitant, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des obligations précitées. La responsabilité du sous-traitant peut également être engagée sur le fondement des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

### **10.16 Durée de la prestation et devenir des données à caractère personnel.**

La durée du présent marché est de 12 mois ferme.

L'autorisation donnée par le responsable de traitement au sous-traitant pour effectuer les traitements prévus le cadre de la prestation est valable pour toute la durée du contrat.

À l'issue de la prestation, suivant les instructions du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à supprimer toutes les données à caractère personnel, et détruire les copies existantes dans ses systèmes d'information à la date de fin du marché, à moins que le droit de l'Union européenne ou le droit français n'exige la conservation des données à caractère personnel : dans ce cas, le sous-traitant fournit au responsable de traitement le texte exigeant cette conservation. Une fois les données détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de cette destruction.

### **10.17 Responsabilités**

Le titulaire sera tenu responsable en cas de manquement exclusivement imputable à lui et/ou à ses sous-traitants ultérieurs à leurs obligations en vertu du présent accord, du rgpd et de la loi informatique et libertés. À ce titre, le titulaire s'engage à indemniser le responsable du traitement pour tout dommage direct subi par ce dernier.

### **10.18 Points de contact**

- Les coordonnées du délégué à la protection des données du sous-traitant ou de la personne en charge de la protection des données sont les suivants : monsieur Jérôme Fortier, directeur – j.fortier@aipssie.fr
- Les coordonnées de la personne intervenant pour prendre en charge tout incident de sécurité sont les suivantes : monsieur Jérôme Fortier, directeur – j.fortier@aipssie.fr
- Les coordonnées du délégué à la protection des données de la caf du Val-de-Marne sont les suivantes

*Délégué à la protection des données mutualisé*

*Mission de l'Analyse de la Conformité Informatique et Libertés et de la Sécurité du Système d'Information (Macssi)*

*32 avenue de la Sibelle – 75685 Paris Cedex 14*

*protection-dp@cnaf.fr*

### **Article 11 – Pénalités**

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du ccag fcs.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du ccag, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € ht pour l'ensemble du marché.

#### **11.1 Pour inexécution des prestations**

Le titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, à assurer les missions décrites aux pièces contractuelles et permet au pouvoir adjudicateur de respecter ses obligations réglementaires et législatives dans le domaine du service social du travail.

Tout fait mettant en difficulté ou engageant la responsabilité du pouvoir adjudicateur au regard des obligations réglementaires et législatives de service social au travail est imputable au titulaire dès lors que ce dernier n'a pas mis tous les moyens en œuvre pour le respect des obligations. Dans cette hypothèse et à l'appui de preuve matérielle fournie par le pouvoir adjudicateur, par dérogation à l'article 14 du ccag fcs, sans mise en demeure préalable, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € ht par fait avéré.

#### **11.2 Pour retard dans les jours et les délais d'exécution des prestations**

Le titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, à assurer trois jours fixes de permanences par semaine. Toute journée inexécutée et non régularisée dans les 20 jours ouvrés suivants fait l'objet d'une pénalité sous forme de réfaction de 100€ ht par jour.

L'absence d'informations de la part du titulaire à destination du pouvoir adjudicateur, dans les délais mentionnés aux cahiers des charges, pour les absences de son personnel

aux jours convenus est susceptible d'entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire de 100€ ht par événement constaté.

### **11.3 Pour non transmission du rapport annuel**

Le titulaire encourt une pénalité de 20 euros par jour de retard à compter des deux mois qui suivent la fin de l'année.

Toutes les pénalités sont cumulables. Elles sont retenues de la facture du titulaire correspondant à la période où elles sont échues.

## **Article 12 – Obligations des parties :**

### **12.1 Obligations du titulaire**

#### 12.1.1 Désignation d'un interlocuteur unique et statut de l'intervenant :

Le titulaire devra dès la notification du marché désigner un assistant de service social du travail lequel devra justifier d'une formation initiale d'assistant de service social ou équivalent et du suivi d'une formation complémentaire soit dans le cadre d'un cursus général (économie, sociologie, aes, droit du travail,...) soit d'une formation spécialisée comme celle de conseiller du travail. Cette exigence vaudra également pour tout assistant social du travail présenté par le titulaire dans le cadre du remplacement ou de l'absence temporaire de l'intervenant habituel.

L'assistant social assurera les missions définies à l'article 8 du présent marché en utilisant toutes les techniques d'un assistant social dans l'exercice de ses fonctions, dans le respect de sa déontologie, et plus particulièrement du secret professionnel.

En cas d'absence imprévue et d'urgence, le titulaire fera le nécessaire pour proposer une solution palliative et adaptée aux circonstances.

Si en cours d'exécution du présent marché l'assistant social dédié à la caf n'était plus en mesure d'assurer la prestation, le titulaire est tenu d'avertir l'organisme et de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires dans les 15 jours calendaires suivants.

Le curriculum vitae de cette personne devra être transmis par lettre recommandée avec accusé de réception. Le silence de la Caf dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception vaut acceptation de la personne proposée.

Le courrier devra être adressé à :

Caf du Val-de-Marne  
Direction des ressources humaines  
et des relations sociales  
Quartier de l'échat  
2 Voie Félix Eboué  
94033 Créteil cedex

La caf se réserve le droit de demander le remplacement de la personne mise à la disposition de l'organisme en cours d'exécution du marché. Le titulaire devra alors

proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires. Le curriculum vitae de cette personne devra être transmis par lettre recommandée avec accusé de réception. Le silence de la Caf dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception vaut acceptation de la personne proposée. Le courrier devra être adressé conformément à la procédure indiquée au paragraphe précédent.

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, impôts, etc.) vis-à-vis de son personnel ou des personnes extérieures qu'il estime devoir mobiliser dans le cadre du présent marché.

Les intervenants demeurent placés sous l'autorité du titulaire même si les interventions sont exécutées sur les sites du pouvoir adjudicateur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les intervenants chargés de l'exécution du marché pendant la durée de la prestation relève du titulaire.

Par ailleurs, chaque intervenant sur les prestations du présent marché doit être couvert par un contrat d'assurance dont le coût n'est pas imputable au pouvoir adjudicateur.

#### 12.1.2 : Obligation de confidentialité :

L'attention du titulaire est attirée sur la nécessité de faire respecter un impératif de discrétion absolue quant aux informations que son personnel aurait à connaître à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le titulaire du marché s'engage à observer cette obligation. Lors des entretiens avec les salariés, l'assistant de service social est tenu de maintenir confidentiel tout renseignement ou documents quelconques. Les renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'assistant de service social est tenu de se conformer au règlement intérieur de l'organisme.

Tout renseignement, de quelque nature que ce soit, concernant les activités, l'organisation ou toute autre information relative à l'organisme dont le titulaire pourrait avoir connaissance ou qui lui aurait été communiqué lors de l'exécution du marché, est de nature confidentielle et ne peut être divulgué.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter cette clause et la faire respecter par son personnel. En cas de non-respect de cette clause, le titulaire s'expose à des poursuites pénales.

Le titulaire respecte les obligations souscrites au titre du présent article pendant la durée de validité du marché puis après sa fin, quelle qu'en soit la cause.

#### 12.1.3 Mesures de sécurité - Plan de sûreté:

Le titulaire s'engage à respecter les règles et les mesures de sécurité de l'organisme qui lui seront présentées à l'issue de la réunion de démarrage des prestations en matière d'accès aux locaux, d'identification des personnes et des divers autres plans de sûreté (vigipirate....).

## 12.2 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- ✓ renseigner le nombre de salariés en fin de chaque année civile et /ou le montant de la masse salariale ;
- ✓ informer des situations difficiles de certains salariés ;
- ✓ faciliter les conditions de travail de l'intervenant social et également la présentation du personnel en situation difficile aux différents entretiens fixés par le titulaire;
- ✓ ne pas utiliser ou tenter d'utiliser directement ou indirectement les services des salariés ou anciens salariés du titulaire sauf accord express du titulaire.

De plus, dans les 15 jours calendaires suivant la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne un correspondant technique pour le titulaire durant toute la durée d'exécution du marché.

Le correspondant technique est chargé du suivi du déroulement du présent marché.

## Article 13 – Conditions financières

### 13.1 Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application d'un prix global et forfaitaire et d'un prix unitaire selon les besoins mentionnés ci-après.

Le prix global et forfaitaire renseigné ci-dessous porte essentiellement sur la tenue de permanences hebdomadaires auprès des salariés de la Caf du Val-de-Marne selon les modalités décrites ci-avant.

Sont incluses dans les permanences hebdomadaires les prestations suivantes :

- la remise de deux rapports d'activité : un rapport semestriel et un rapport annuel.
- la veille téléphonique et la mise à disposition d'un contact mail à disposition des agents

Le prestataire est réputé avoir inclus dans son offre de prix la totalité des coûts nécessaires à la réalisation des prestations, objet du présent marché, conformément aux règlements et normes en vigueur et aux stipulations du marché.

Les prix indiqués sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix sont réputés comprendre également les frais afférents aux déplacements sur site.

D'autre part sont inclus dans ce forfait, les frais de déplacement dans le Val-de-Marne (ou Ile de France), repas, téléphonie, informatique et bureautique.

Aucune indemnité ne sera accordée du fait des sujétions rencontrées en cours d'exécution, le titulaire étant réputé, préalablement à la remise des offres, avoir apprécié exactement l'importance, la particularité et les conditions des prestations.

Les éventuelles heures complémentaires effectuées en sus de la planification de la permanence hebdomadaire ainsi que la participation aux réunions de la commission d'entraide du Conseil Social Economique seront facturés par application du coût unitaire.

Ces éventuelles demandes d'interventions supplémentaires en fonction des besoins feront l'objet d'un bon de commande préalable émis par un représentant de la Caf du Val-de-Marne dûment habilité selon les modalités indiquées à l'article 6 du présent marché.

Les prix sont établis en euros aux conditions économiques en vigueur.

### **13.2 Révision des prix**

Les prix sont fermes et non révisables au regard de la durée du marché

## **Article 14 – Modalités de règlement**

### **14.1 Facturation**

La facturation s'effectuera après service rendu et sur présentation par le titulaire des factures conformes correspondantes.

Les factures établies en un seul exemplaire (un original) devront être envoyées, **par mail uniquement à l'adresse suivante :**

**[fournisseurs@caf94.caf.fr](mailto:fournisseurs@caf94.caf.fr)**

Chaque facture doit être éditée en un exemplaire dont un portant la mention « original » et impérativement comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'identification complète de la caf du Val-de-marne (nom et adresse)
- l'identification complète du titulaire (raison ou dénomination sociale, adresse)
- les noms, le numéro siret et adresse du créancier,
- l'intitulé et le numéro de son compte bancaire, le numéro IBAN et le numéro BIC,
- le numéro et la date du marché,
- la période facturée.
- Les prestations réalisées détaillées et dates d'interventions sur chacun des sites,
- le montant hors T.V.A des prestations exécutées,
- le taux et le montant de la tva,
- le montant total t.t.c des prestations exécutées,
- Le code iban (international bank account number)
- Le code bic (bank identifier code)

Toute facture parvenue avant l'exécution du service sera renvoyée au titulaire.

Les factures peuvent également être adressées à la caf du Val-de-Marne via chorus pro, numéro siret 381 202 282 00012.

**La facture doit être conforme au bordereau de prix inclus à l'acte d'engagement, dans le respect des prestations réalisées au regard du c.c.a.t.p.**

## **14.2 Conditions de paiement**

A réception de la facture du titulaire, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement aux éléments ci-dessus mentionnés, l'organisme contractant dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour opérer le règlement.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par lettre recommandée, par fax ou par mail permettant de garantir une date certaine. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Organisme Contractant, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

Le défaut de paiement dans le délai maximum fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la banque centrale Européenne augmenté de 8 points.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la tva.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **14.3 Modalités de paiement**

L'organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du présent marché, par virement en euros, en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

L'unité monétaire de paiement est l'Euro.

## **14.4 Modalités de paiement en cas de sous-traitance**

- **Dispositions applicables en cas de paiement direct**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-



traitant et d'autre part, à l'organisme. Sans réponse 15 jours après la réception de la demande, le titulaire sera réputé avoir accepté les demandes du sous-traitant.

En cas d'acceptation par le titulaire de la demande de paiement, le titulaire adresse à la caf du Val-de-Marne une facture dans laquelle sont détaillées les sommes à verser au sous-traitant d'une part et les sommes à verser au titulaire d'autre part.

L'organisme procédera au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

- **Dispositions applicables en cas de paiement indirect**

Le titulaire joint à la facture, la demande de paiement du sous-traitant

## **Article 15 – Taxes**

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'exécution des prestations.  
la t.v.a est actuellement fixée au taux de 20 %.

## **Article 16 – Résiliation - Sanction**

L'organisme contractant se réserve le droit de résilier le marché à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de deux (2) mois.

En cas de retard dans les délais d'exécution, d'incapacité, de mauvaise foi, de négligence, de non-respect de l'obligation de confidentialité ou de mauvaise exécution des prestations par le titulaire, l'organisme contractant se réserve le droit de résilier, sans mise en demeure préalable, le présent marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnisation, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La résiliation du marché aura lieu de plein droit en cas de liquidation des biens du titulaire. la résiliation sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec A.R, moyennant un préavis d'un mois.

Par ailleurs, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au c.c.a.g.-f.c.s. (articles 29 et suivants). par dérogation à l'article 33 dudit document, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général ne donnera pas lieu au paiement d'indemnités.



## Article 17 – Avance

En application des articles R.2191-3 et R.2191-7 du code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance n'est due au Titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le mandatement de l'avance est accordé une seule fois sur la base de 5% du montant initial, toutes taxes compris et interviendra sans formalité dans le délai d'un mois, à compter de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché, c'est-à-dire à la date de notification du marché.

Si l'opérateur économique doit constituer une garantie à première demande ou une caution, l'avance ne pourra pas être délivrée avant que cette garantie ou cette caution n'ait été constituée.

Le remboursement de l'avance par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial du marché et devra être terminé lorsqu'il atteint ou dépasse 80 % du même montant.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire.

## Article 18 – Sous-traitance

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'organisme, le titulaire doit présenter son sous-traitant par l'intermédiaire de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire dc4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>, cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant).

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment de la signature du contrat, le titulaire indique à la caf du Val-de-Marne, en complétant la rubrique dédiée à la sous-traitance dans l'acte d'engagement, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner (sauf à remplir la rubrique affiliée dans le formulaire dc4 susmentionné), ainsi que les documents suivants :

- L'attestation d'assurance professionnelle.
- L'attestation de régularité sociale.
- L'attestation de régularité fiscale.
- L'attestation sur l'honneur du respect de la réglementation relative aux travailleurs en situation de handicap.

La notification de l'accord-cadre emportera directement acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée en cours d'exécution du marché.

Le titulaire demande avant toute exécution des prestations sous-traitées, l'acceptation au pouvoir adjudicateur du sous-traitant par la transmission nécessaire des pièces suivantes :

- Le formulaire dc4 entièrement complété.
- L'attestation d'assurance professionnelle
- L'attestation de régularité sociale.
- L'attestation de régularité fiscale.
- L'attestation sur l'honneur du respect de la réglementation relative aux travailleurs en situation de handicap.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article r.2193-6 du code de la commande publique, en produisant, conformément aux articles r.2193-6 et r.2193-7 du code de la commande publique, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

La mise en œuvre de la sous-traitance par le titulaire n'est possible qu'après acceptation, par retour signé du formulaire DC4 de la sous-traitance par la caf du Val-de-Marne.

## **Article 19 – Responsabilité – Assurance**

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir

pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire sera tenu de produire l'attestation de cette assurance entre l'attribution du marché et sa notification dans le délai de 8 jours prescrit à l'article du présent document.

L'Organisme contractant pourra à tout moment demander au titulaire de lui produire les polices d'assurance précitées, pendant l'exécution du marché, établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution du marché public.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'Organisme Contractant de toute modification de son ou ses contrats d'assurance.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir et renonce à tout recours contre le pouvoir adjudicateur.

## **Article 20 – Dispositions relatives aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Une pénalité de 100 € par jour de retard sera appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-6 du code du travail. Le montant des pénalités sera égal, au plus, à 10 % du montant ttc de la valeur annuelle du marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la caf du Val-de-Marne, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 15.

En cas de sous-traitance, la société sous-traitante doit se garantir dans les mêmes conditions que le titulaire et est assujettie aux mêmes obligations administratives s'agissant de la communication des documents et attestations exigés du titulaire.

## Article 21 – Changement de situation du titulaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme Contractant par le Titulaire du marché.

De même, le titulaire **est tenu de notifier immédiatement** au pouvoir adjudicateur du marché les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent : aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ; à la forme de l'entreprise ; à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ; à l'adresse du siège de l'entreprise ; au capital social de l'entreprise ; et, généralement, à toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Cette notification devra être appuyée d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

En cas de cession des activités du titulaire à une autre société (ex : fusion, cession, restructuration), ce transfert du marché serait possible exclusivement aux mêmes conditions d'engagement.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant de transfert. L'organisme contactant est en droit de refuser le changement de titulaire.

## Article 22– Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## Article 23 – Cession ou nantissement

Les créances, nées de l'exécution du marché, peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement, conformément aux dispositions des articles R. 2191-46 à R.2391-63 du code de la commande publique.

L'exemplaire unique nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

## Article 24– Litiges

### 23.1 Résolution amiable des litiges

Conformément à l'article 1528 du code de procédure civile : « les parties à un différend peuvent, à leur initiative [...] tenter de le résoudre de façon amiable [...] ». Avant toute procédure contentieuse relative à la passation ou à l'exécution du présent marché, des solutions amiables pourront donc être recherchées par les parties.

Soit directement au près du pouvoir adjudicateur, soit par l'intermédiaire d'une autre voie de droit telle que le recours au médiateur des entreprises, tiers neutre, compétent pour traiter de litiges relatifs aux marchés publics (voir en ce sens l'ordonnance n°2011-1540 du 16 novembre 2011). Sa fonction de médiation lui permet d'aider les entreprises concernées par un conflit à trouver une solution adaptée à chaque cas d'espèce. Soumis à la confidentialité et la gratuité dans le cadre des affaires qu'il traite, il contribue à ce que les « médiés », les entreprises volontaires et les pouvoirs adjudicateurs, trouvent eux-mêmes une solution négociée, satisfaisante, réaliste et pérenne. Une prise de contact sous 7 jours est réalisée par le médiateur après saisine, une solution portant éventuellement vers un protocole peut être envisagée ; la résolution du litige est rapide (de l'ordre de quelques semaines à 1 voire 2 mois).

Saisine du médiateur : [www.mediateur-des-entreprises.fr](http://www.mediateur-des-entreprises.fr)

## **24.2 Voies de recours et tribunal compétent**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

A défaut de règlement amiable des litiges ou d'intervention d'un médiateur, tout contentieux pourra être porté devant le tribunal spécialisé, territorialement compétent, et selon la voie de recours contractuelle précisée ci-dessous :

Tribunal de grande instance de créteil rue Pasteur Valléry Radot 94011 Créteil.

## **Article 25 – Dérogations au ccag-fcs**

Les dispositions générales fixées par le cahier des clauses administratives générales fcs, en sa dernière version en vigueur, s'appliquent de plein droit au présent accord-cadre pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé ; listé ci-dessous.

Articles du c.c.a.g.-f.c.s.	Articles du c.c.a.t.p.
Article 4.1	Article 4
Article 5	Article 10
Article 14.1	Article 11